

# Directive Cadre Européenne sur l'Eau

## District Rhône et Côtiers Méditerranéens – Territoire Durance – Verdon – Crau

### 1. Présentation générale

La Durance est un des grands affluents du Rhône, avec lequel elle conflue à Avignon. Ce territoire concerne quatre départements de la Région Provence Alpes Côte d'Azur (Hautes Alpes, Alpes de Haute Provence, Vaucluse et Bouches du Rhône). D'une superficie d'environ 11 000 km<sup>2</sup>, soit près de 40% de celle de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, il correspond au bassin versant en aval de Serre-Ponçon. La Durance est à l'origine un cours d'eau dynamique, avec une morphologie en tresse.

Ce territoire comprend 51 masses d'eau «Cours d'eau» représentant un linéaire de 1 733 km :

- les têtes de bassin (Buëch, Bléone, Asse, Verdon, Jabron...) assez préservées à fort caractère patrimonial, présentent les caractéristiques de torrents alpins,
- les plaines alluviales (Bléone aval, Durance aval, Calavon...) plus urbanisées, axes de développement privilégiés.

Sur 17 masses d'eaux souterraines identifiées, deux sont à noter : la nappe alluviale de la Durance, très productive, soutenue par les eaux d'irrigation en période estivale et la nappe de Crau, considérée comme patrimoniale dans le SDAGE, alimentée par les surplus d'irrigation à environ 80%.

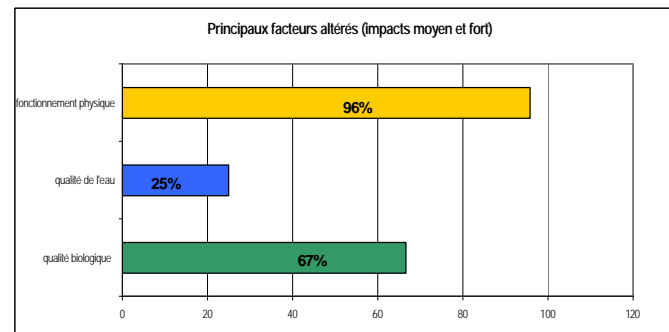
La particularité de ce territoire tient également à la présence de nombreux canaux agricoles (64 masses d'eaux artificielles) qui permettent d'alimenter en eau les régions déficitaires, limitant ainsi la pression sur ces milieux. Essentiellement situés en basse Durance et en Crau, ces ouvrages induisent des fonctionnements particuliers sur les milieux.

### 2. Les pressions sur le territoire DURANCE VERDON – CRAU

L'aménagement de la Durance a créé les conditions d'un formidable développement économique autour d'enjeux de gestion de la ressource en eau. De grands usages cohabitent :

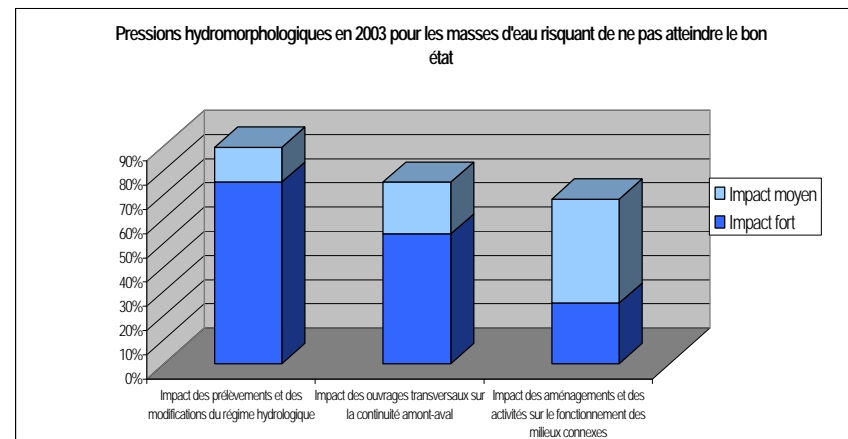
- **l'hydroélectricité** : le barrage de Serre-Ponçon sur la Durance, Sainte Croix et Castillon sur le Verdon, marquent le début de l'aménagement à but multiple : le canal usinier EDF dérive les eaux de la Durance vers l'étang de Berre, la chaîne énergétique Durance/Verdon produit 10 % de l'hydraulique française avec 14 barrages, 22 centrales hydroélectriques... Sur les 9 plans d'eau de ce territoire, 5 sont des retenues artificielles hydroélectriques, type «masses d'eau fortement modifiées»,
- **l'agriculture** s'est considérablement modifiée lors de la création de l'aménagement : report de toutes les prises sur le canal EDF, et constitution de réserves d'eau agricole permettant d'éviter les périodes de pénurie. La Société du Canal de Provence a réalisé des ouvrages de transferts d'eau vers 4 départements de la Région. Les canaux agricoles, au-delà de l'impact fort sur les milieux qu'ils dérivent, présentent des particularités écologiques intéressantes et participent, par leur zone d'influence, à l'alimentation des milieux aquatiques. Ces transferts permettent d'irriguer jusqu'en Crau près de 180 000 ha.
- **l'alimentation en eau potable** à partir soit de la nappe alluviale, déjà très sollicitée, soit Canal de Marseille et SCP, dessert plus de trois millions de personnes (Marseille, Aix en Provence, Toulon...), Les transferts d'eau sont également à **vocation industrielle** : zones industrielles, ATOFINA en Durance, pourtour de l'Etang de Berre et le secteur d'Aix - Marseille - Toulon.
- **Le tourisme** est devenu l'activité principale des territoires alpins (dans les zones de montagne, l'emploi touristique représente plus de 35 % des emplois). La pratique des sports d'eaux sur les hauts bassins et l'aménagement du lac de Serre-Ponçon permettent le développement d'un tourisme lié à l'eau qui pose aussi le problème de la qualité pour la baignade.

Ce territoire présente un poids économique et social très important pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cependant, le fonctionnement de la Durance est profondément altéré par l'ensemble de ces aménagements :



Si la pollution d'origine domestique est en passe d'être réglée, notamment par l'application des directives relatives à l'assainissement (ce qui n'est pas forcément réaliste à court terme mais tout à fait concevable à l'horizon 2015), les aspects relatifs à la pollution toxique (pesticides et micropolluants organiques) ne le sont pas, les étiages sévères des cours d'eau méditerranéens aggravent l'impact des pollutions. Notamment, la pollution par les solvants chlorés des industries chimiques de moyenne Durance reste une problématique majeure pour l'alimentation en eau des communes de ce secteur.

L'impact des usages est prépondérant sur le fonctionnement des milieux, puisque plus de 80 % des masses d'eau qui risquent de ne pas atteindre le bon état, présentent des perturbations liées **aux prélèvements** et 70 % présentent des perturbations liées aux **ouvrages** transversaux.



L'hydromorphologie de la Durance et de certains affluents est ainsi altérée en raison de la forte artificialisation des milieux :

- débits réservés et prélèvements/dérivation,
- barrages et seuils,
- occupation de l'espace de mobilité des cours d'eau (digues, routes, urbanisation, agriculture...).

Malgré la réalisation des retenues et des travaux d'endiguement, **le risque inondation** est toujours présent et doit être pris en considération dans la politique d'aménagement et de gestion. La tendance est au développement économique de la région sur le Val de Durance (réseaux routiers, déviation d'Avignon, proximité du TGV, bassins d'emploi d'Aix, Marseille, Avignon, projet ITER...). Toutefois des améliorations sensibles du fonctionnement des milieux sont à attendre. Notamment, des plans de gestion sont adoptés localement ou en passe de l'être (contrat de rivière Val de Durance, SAGE du Verdon, du Calavon, Plan pour une Durance « multi-usages », expérimentation de régime de débits saisonnalisés ..).

En matière de prélèvements, agricoles essentiellement, la tendance générale est à l'optimisation de la gestion de la ressource (modernisation, aspersion, télégestion...) et la diversification des approvisionnements. Si l'agriculture irriguée devait se développer (gestion de la PAC), ce serait sans

augmentation de volumes prélevés, en optimisant la gestion saisonnière de la ressource dans une optique de meilleure gestion des milieux.

Les masses d'eaux souterraines, quant à elles, sont fragiles d'un point de vue qualitatif puisqu'elles sont très dépendantes des surplus d'irrigation (Crau ou nappe de la Durance). Les alluvions de la Durance et la nappe de la Crau sont très vulnérables aux pollutions venant de la surface mais les atteintes restent limitées dans l'espace et en intensité.

### 3. Les risques d'écart aux objectifs environnementaux

Compte tenu du contexte précédent, sur les 51 masses d'eau de type cours d'eau du territoire Durance - Verdon - Crau, 45 % présentent un risque de ne pas atteindre le bon état et 38 % sont pré-identifiées en fortement modifiées (de façon certaine ou en doute, par manque de connaissance ou de données), essentiellement situées dans l'axe de développement de la vallée de la Durance ou dans les basses vallées. Les têtes de bassin sont les plus préservées (Haut-Verdon -Artuby - Colostre, Bléone, Asse, Jabron, Haut Buëch..).

Les masses d'eau artificielles auront quant à elles un objectif de bon potentiel écologique.

Pour les eaux souterraines, la situation est plutôt favorable puisque le risque de ne pas atteindre le bon état qualitatif ou quantitatif est faible ou moyen. Il sera cependant nécessaire d'être attentif à l'évolution des prélèvements, à l'alimentation des nappes par les surfaces irriguées et à la qualité des eaux d'irrigation venant recharger ces nappes.

### 4. Les questions importantes mises en évidence sur ce territoire

Le thème central qui ressort est la gestion de la ressource, ce qui conduit à définir particulièrement sur le territoire Durance Verdon – Crau plusieurs enjeux :

- le nécessaire développement **d'une gestion locale, renforcée et pérennisée** : le renforcement des structures de gestion et des moyens financiers disponibles est indispensable pour envisager une restauration de ces milieux, ainsi que la révision du régime des concessions accordées,

- la place de **l'hydroélectricité**, entre le développement des énergies renouvelables et la nécessaire protection des milieux aquatiques, la gestion des ouvrages existants pour en réduire les impacts physiques et biologiques sur les milieux, et une meilleure appréhension de la notion de continuum biologique et physique,

- **les prélèvements et dérivations**, les interconnexions entre milieux superficiels et souterrains. Quel équilibre entre les usages et les besoins des milieux ? Quelle cohérence entre les objectifs pour des masses d'eau interconnectées ?

- **La restauration physique, une alternative réelle pour l'amélioration des milieux aquatiques**. Les cours d'eau de ce territoire sont impactés hydromorphologiquement, leur restauration est-elle possible ?

- de façon plus transversale, l'intégration des **politiques d'aménagement du territoire** est nécessaire afin de coupler les politiques publiques à **la gestion de l'eau** par bassin versant (urbanisation et gestion des inondations, fonctionnement physique des rivières, espace de mobilité..)

- enfin, et plus globalement, **les spécificités méditerranéennes** sont un enjeu majeur sur ce territoire. Les étiages et les crues caractérisent particulièrement les milieux, les usages en aggravent leurs conditions naturelles. Les objectifs de gestion sur ces milieux extrêmes sont complexes à définir.